

Katowice le, 02 décembre 2018

Communiqué de presse  
**COP24 : LE TEMPS DE PASSER A L'ACTION CLIMATIQUE**

La 24<sup>ème</sup> Conférence des Nations unies sur les changements climatiques s'ouvre aujourd'hui à Katowice, dans le sud de la Pologne, jusqu'au 14 décembre prochain. L'enjeu majeur de ces négociations est de parvenir à adopter des lignes directrices robustes qui permettront une mise en œuvre réussie et équitable de l'accord de Paris tout en garantissant la transparence pour tous.

L'accord de Paris a fixé un cap très ambitieux de limiter le réchauffement de la planète « bien en deçà de 2°C ». Il a posé le cadre international d'une action pour le climat fondé sur de grands principes qui doivent maintenant être clarifiés et finalisés avec l'adoption de règles opérationnelles précises. Les pays négocient ces modalités de mise en œuvre depuis la COP22 à Marrakech et se sont engagés à finaliser la définition ces règles en 2018.

Les conclusions du dernier rapport du GIEC sont sans équivoque, nous avons peu de temps pour limiter le réchauffement de la planète à 1,5°C, ce qui implique de réduire drastiquement les émissions de GES dans la prochaine décennie. Le Dialogue Talanoa porté par la présidence Fidjienne devrait procéder à l'évaluation des efforts déjà fournis par les Etats et le gap à relever pour rester sur une trajectoire de réduction des émissions globales de 2°C voire 1,5°C prévu par l'accord de Paris et recommandé par la science durant cette COP 24. Pour les pays en développement, particulièrement pour l'Afrique, relever le niveau de l'ambition est un impératif. Comme l'a souligné le GIEC : si les objectifs de réduction d'émissions de GES ne sont pas augmentés d'ici à 2030, il ne sera plus possible de limiter le réchauffement à 1,5°C. Déjà, 1,5°C de réchauffement serait désastreux pour le continent africain, notamment avec des vagues de chaleur encore plus fortes et des journées très chaudes accentuant la sécheresse. Par exemple, on peut s'attendre à une perte de bétail située entre 7 et 10%.

A ce jour, les progrès obtenus sur les différents éléments des règles de l'accord de Paris sont extrêmement inégaux avec des positions non tranchées sur le mécanisme de transparence, les règles relatives aux financements climat, le bilan mondial et les communications sur l'atténuation qui sont clés pour la structure de l'accord de Paris.

Pour Aïssatou DIOUF, Responsable plaidoyer changements climatiques à ENDA Energie, « **La COP24 doit prendre une décision sur l'urgence et la nécessité de rehausser le niveau des ambitions climatiques d'ici 2020 et les pays les plus émetteurs devront faire le premier pas pour montrer la voie aux autres Parties** ».

L'un des succès de la COP24 reposera également sur la capacité des Parties à mobiliser les financements climat et à clarifier les mécanismes de comptabilisation et de prévisibilité de ces financements par la définition de règles inclusives et transparentes. Les pays développés devraient montrer leur volonté de tenir leurs engagements financiers afin de renforcer l'action climatique en matière d'adaptation dans les pays en développement.

**« Le temps n'est plus à la prise de conscience, mais à l'action. La COP24 doit définir des mécanismes de comptabilisation solides et transparents des financements climat pour stimuler la mise en œuvre de projets d'adaptation, d'accès aux énergies renouvelables et de sécurité alimentaire en Afrique dans une approche basée sur le genre et les droits humains »** affirme Joseph KOGBE, Directeur Exécutif du Réseau Climat & Développement.

La COP24 n'a pas droit à l'échec et les scientifiques ne cessent de rappeler l'urgence. Les pays les plus vulnérables sont d'ores et déjà très affectés et il importe que l'humanité démontre une volonté politique réelle au risque d'inhiber tous les efforts de développement entrepris jusque là.

Contact Aïssatou Diouf :  
aissatou.enda@gmail.com / WhatsApp : +221 777164672